



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le - 5 OCT. 2012

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

Fax : 04 72 61 37 24

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

ARRETE

**portant agrément de la société MERIAL
pour la mise en œuvre d'organismes génétiquement modifiés en milieu confiné
à des fins de production industrielle dans l'enceinte du
Laboratoire Porte des Alpes 813, cours du 3ème millénaire à SAINT-PRIEST.**

*Le Préfet de la Zone de Défense
et de Sécurité Sud-Est,
Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 515-13, L 532-3, R 515-32, et R 532-25 à R 532-31 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2008 modifié autorisant la société MERIAL à réaliser une extension des activités et à modifier les conditions d'exploitation du Laboratoire Porte des Alpes, situé 813 cours du 3^{ème} millénaire à SAINT-PRIEST ;

VU la demande d'agrément en date du 2 avril 2012 présentée par la société MERIAL en vue de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés en milieu confiné à des fins de production industrielle dans l'enceinte du Laboratoire Porte des Alpes qu'elle exploite à SAINT-PRIEST ;

VU l'avis technique sur le dossier formulé le 11 mai 2012 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'instruction de la demande, en particulier la consultation du Haut Conseil des Biotechnologies à laquelle il a été procédé le 11 juin 2012 ;

VU l'avis du Haut Conseil des Biotechnologies en date du 10 juillet 2012 ;

VU le rapport en date du 21 septembre 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 21 août 2008 modifié et susvisé subordonne l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés à l'obtention préalable de l'agrément prévu à l'article L 532-3 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande effectuée par la société Merial pour la mise en œuvre d'organismes génétiquement modifiés en milieu confiné à des fins de production industrielle est conforme aux dispositions de l'article R 532-6 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 28 août 1996 relatif à la composition du dossier d'agrément prévu à l'article R 515-32 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que dans son avis de classement du 10 juillet 2012, le Haut Conseil des Biotechnologies indique que la production industrielle prévue par la société Merial requiert un niveau de confinement 2 ;

CONSIDERANT que l'établissement de SAINT-PRIEST, exploité par la société Merial dispose déjà de ce niveau de confinement ;

CONSIDERANT, en outre, que les prescriptions techniques déjà imposées à la société Merial par l'arrêté du 21 août 2008 modifié sont suffisantes pour prévenir les risques présentés par ses installations ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'accorder à la société Merial l'agrément sollicité pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés -- confinement C2;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions prévues à l'article R 515-32 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er:

L'agrément pour l'utilisation en milieu confiné, à des fins de production industrielle des organismes génétiquement modifiés, indiqué dans le tableau ci-après, est accordé à la société MERIAL, dans l'enceinte du Laboratoire Portes des Alpes, 813 cours du 3^{ème} millénaire à SAINT-PRIEST :

Nom du MGM (demande du 02 avril 2012)	Niveau de confinement requis (Avis du HCB du 10/07/2012)
Canarypoxvirus recombiné exprimant l'IL2 féline	Confinement C2
Canarypoxvirus recombiné exprimant une gène hémaglutinine de l'influenza aviaire	Confinement C2

ARTICLE 2 : L'évaluation des utilisations confinées, les mesures de confinement et les autres mesures de protection sont revues par l'exploitant au minimum tous les cinq ans. Si des modifications substantielles sont mises en évidence, l'exploitant en informe le préfet dans les plus brefs délais conformément à l'article R532-29 du code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : L'exploitant de l'installation informe le préfet de tout accident dans les conditions définies à l'article R. 512-69 du Code de l'Environnement. Il indique notamment les circonstances de l'accident, la désignation des organismes génétiquement modifiés libérés, les quantités d'organismes génétiquement modifiés libérés, les mesures prises ainsi qu'une analyse de l'accident assortie de recommandations destinées à en limiter les conséquences et à éviter que de tels accidents ne se reproduisent.

ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1996 modifié.

ARTICLE 5

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ; toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 6

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PRIEST, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 5 OCT. 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID